

Croissance, déficit, dette : les prévisions du gouvernement pour 2027

Publié le 5 mai 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Le gouvernement a présenté son programme de stabilité budgétaire (PSTAB) pour la période 2023-2027. Il prévoit un retour du déficit public sous le seuil de 3% de produit intérieur brut (PIB) à l'horizon 2027, conformément aux règles budgétaires de l'Union européenne, et une baisse du poids de la dette publique à compter de 2024.

La [présentation du programme de stabilité 2023-2027](#) a été faite en Conseil des ministres du 26 avril 2023. Transmis chaque année au printemps à la Commission européenne, ce programme présente à moyen terme l'évolution des finances publiques nationales.

Un objectif renforcé de désendettement de la France

Après la crise sanitaire qui a provoqué un fort accroissement du déficit public (9% du PIB en 2020), le gouvernement vise un **retour à la maîtrise des finances publiques**. Les objectifs du PSTAB 2023-2027 sont plus ambitieux que le précédent programme de stabilité présenté en juillet 2022. Il vise à ramener le déficit public à **2,7% du PIB en 2027** (au lieu de 2,9%), et la **dette publique à 108,3%**, soit 4 points de dette en moins que ce qui avait été envisagé il y a un an.

En 2023, le déficit public s'établirait à 4,9% de PIB en raison notamment du **maintien des mesures de protection des ménages et des entreprises** face aux effets de la guerre en Ukraine et à ses conséquences sur l'inflation (poursuite du bouclier tarifaire, amortisseur électricité pour les très petites entreprises et les PME, indemnité carburant...). Ces mesures auraient un coût net de **31 milliards d'euros en 2023**.

Réduction des dépenses publiques et croissance favorable

Le gouvernement se donne pour objectif de **contenir la hausse des dépenses publiques** en volume à +0,6% en moyenne annuelle sur la période 2023-2027 (hors mesures de soutien et de relance). Cette maîtrise de la dépense publique repose sur des réformes structurelles, comme la **réforme des retraites** et la **réforme de l'assurance chômage**, mais également sur la revue annuelle des dépenses prévue dans la loi de finances initiale pour 2023.

Le gouvernement prévoit, par ailleurs :

- une croissance plus dynamique avec un taux de **1% en 2023**, puis de **1,6% en 2024** et de **1,8% en 2027** ;
- une inflation de **4,9% en 2023** (revue en hausse de 0,7 point par rapport au précédent programme de stabilité) et de **2,6% en 2024** (-0,4 point).

Toutefois, selon l'avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité pour les années 2023 à 2027 du Haut Conseil des finances publiques (HCFP), cette trajectoire des finances publiques s'appuie sur une **hypothèse de croissance "optimiste"**, sans laquelle le déficit resterait plus important à l'horizon 2027 et le poids de la dette recommencerait à croître à partir de 2024.